

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°27-2024-369

PUBLIÉ LE 17 DÉCEMBRE 2024

Préfecture de l'Eure

27-2024-12-16-00006

## Arrêté réglementant le transport et l'usage des artifice



# PRÉFET DE L'EURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet du préfet  
Direction des sécurités

## ARRÊTE D3 BPA 24 0785 RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LE TRANSPORT ET L'UTILISATION D'ARTIFICES DE DIVERTISSEMENTS, D'ARTICLES PYROTECHNIQUES, DE PRODUITS EXPLOSIFS ET PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS

Le Préfet de l'Eure  
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code pénal, et notamment ses articles 322-5 à 322-11-1 et R. 644-5 ;

**Vu** le code de la défense, et notamment ses articles L. 2352-1 et suivants et R. 2353-14 et suivants ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 557-1 et suivants et R. 557-6-3 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article L. 131-4 et suivants ;

**Vu** le règlement (UE) 2019/1148 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatifs aux produits et équipements à risque ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles de pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs et pris en application des articles du chapitre VII du titre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 11 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 31 octobre 2024 portant nomination de monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Eure ;

**Considérant** l'audience publique à intervenir les 19 et 20 décembre 2024 au Tribunal d'Évreux dans le cadre de la procédure judiciaire menée par la sous-direction anti-terroriste ;

**Considérant** l'appel à la mobilisation exceptionnelle et au rassemblement massif lancé sur les réseaux de communication de la mouvance d'écologie radicale, et notamment ceux des Soulèvements de la Terre ;

**Considérant** l'intention de présence en nombre des militants du collectif écologiste radical et contestataire des Soulèvements de la Terre en soutien aux inculpés convoqués en jugement les 19 et 20 décembre 2024 au Tribunal judiciaire d'Évreux ;

**Considérant** la déclaration de manifestation à proximité immédiate du Tribunal judiciaire d'Évreux les 19 et 20 décembre 2024 adressée par plusieurs organisations syndicales au préfet de l'Eure ;

**Considérant** l'interdiction prononcée par le préfet de l'Eure à l'encontre de la manifestation susmentionnée ;

**Considérant** les travaux en cours au Tribunal judiciaire d'Évreux avec des échafaudages de grande hauteur et des bâches blanches couvrant une très grande surface, le rendant ainsi vulnérable à l'usage détourné d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs, de précurseurs d'explosifs ;

**Considérant** les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens inhérents à la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de certains artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs, de précurseurs d'explosifs, particulièrement sur la voie et les biens publics et sur les lieux de rassemblements ;

**Considérant** le risque d'atteintes à la sécurité des personnes et des biens inhérent à la mobilisation et au rassemblement des militants du collectif écologiste radical et contestataire des Soulèvements de la Terre ;

**Considérant** l'impérieuse nécessité de préserver les objectifs d'intérêt général que sont la tranquillité et la sécurité publiques ; de prévenir les dégradations de biens publics ou privés ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public ;

**Considérant** que dans ces circonstances, une mesure interdisant temporairement la vente, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs les plus dangereux par des particuliers, est seule de nature à préserver l'ordre public ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

**Sur proposition** de la directrice de cabinet du préfet de l'Eure ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La détention et l'utilisation des artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, sont interdites à l'intérieur du périmètre géographique établi sur le plan joint en annexe les jeudi 19 et vendredi 20 décembre 2024.

**Article 2 :** Le transport des artifices de divertissement des catégories 2 et 3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé sont interdites à l'intérieur du périmètre géographique établi sur le plan joint en annexe les jeudi 19 et vendredi 20 décembre 2024.

Cette interdiction concerne les types d'artifices suivants :

Pétard à mèche	Catégorie F3
Batterie	Catégorie F3
Batterie nécessitant un support externe	Catégorie F3
Combinaison	Catégorie F3
Combinaison nécessitant un support externe	Catégorie F3
Pétard aérien	Catégories F2 et F3
Pétard à composition flash	Catégorie F3
Fusée	Catégories F2 et F3
Chandelle romaine	Catégories F2 et F3
Chandelle monocoup	Catégories F2 et F3

**Article 3 :** Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques à des fins professionnelles, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 28 et 29 de l'arrêté du 31 mai 2010 suscitent peuvent, à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions prévues aux articles 1 et 2.

**Article 4 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les infractions spécifiques au présent arrêté seront passibles de contravention de 1<sup>re</sup> classe ainsi que de l'application de l'article 322-11-1 du Code pénal.

**Article 5 :** La directrice de cabinet du préfet de l'Eure, le directeur départemental de la police nationale de l'Eure et le maire de la Ville d'Évreux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera affiché à la préfecture de l'Eure.

Évreux, le **16 DEC. 2024**

Le préfet

A blue ink signature, appearing to be 'C. GIUSTI', is written over a horizontal line.

Charles GIUSTI

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Cette décision peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.*

[illegible]